

## CRÉER DES SERVICES RURAUX DURABLES

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soutient que «la prestation de services de qualité dans les zones rurales a été au centre des débats politiques, ces dernières années»<sup>(1)</sup>. Elle estime que même si la majorité de ses pays membres se sont remis de la crise financière, les budgets publics restent comprimés. Les coûts liés à la prestation de certains services étant plus élevés dans les zones rurales que dans les villes, ces derniers sont particulièrement touchés par les coupes budgétaires à l'échelle mondiale.

En revanche, l'OCDE indique que «les communautés rurales ne peuvent subsister sans des services publics adaptés et capables de répondre aux besoins des habitants. L'accessibilité aux établissements scolaires, aux services de santé, à l'aide sociale et à d'autres services de ce type est essentielle pour le bien-être des habitants des campagnes

### DE NOUVEAUX TYPES DE PRESTATION DE SERVICES RURAUX

#### 1. Prestation de services intégrés, notamment:

- *regroupement* de plusieurs services au sein d'un même bâtiment ou espace;
- *collaboration* entre les prestataires de services en ce qui concerne l'information, l'administration, la formation, etc.;
- *coopération* entre des équipes de professionnels en vue de fournir davantage de services groupés;
- *coproduction* entre les organismes publics, privés et communautaires, et en particulier *les solutions à l'échelle de la collectivité*.

#### 2. Méthodes de prestation alternatives et plus flexibles, notamment:

- *services mobiles*: faire venir les services auprès des populations;
- *modèles en étoile*: les services sont fournis régulièrement de manière centralisée, mais des services de proximité moins réguliers ou moins complets sont offerts dans les zones plus reculées;
- *nouveaux services plus performants adaptés aux besoins locaux* (qualité, marketing, création de nouvelles approches en matière de service).

#### 3. Solutions numériques (\*)

(\*) L'OCDE inclut les solutions numériques comme une alternative possible, à l'instar des services mobiles, mais étant donné leur nature horizontale et leur importance croissante pour les villages intelligents, elles sont abordées séparément au chapitre 4.



(1) Garantir le fonctionnement des services publics pour les communautés rurales, 20<sup>e</sup> réunion du groupe de travail sur la politique rurale, 5 décembre 2017. Voir également le document de l'OCDE intitulé «Strategies to Improve Rural Service Delivery» (Stratégies pour améliorer la prestation de services en milieu rural), 2010:

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264083967-en>

OCDE, «Perspectives régionales 2016», 2016: <https://regions20.org/wp-content/uploads/2016/08/OECD-Regional-Outlook-2016.pdf>

## RECOMMANDATIONS DE L'OCDE RELATIVES AUX SERVICES RURAUX (\*)

1. L'offre de services ruraux devrait être conçue pour correspondre aux caractéristiques et aux ressources des différentes régions rurales.
2. Les objectifs en matière d'équité et d'efficacité doivent être équilibrés de manière judicieuse.
3. Des contrats novateurs entre les zones rurales et les zones urbaines devraient orienter la prestation des services.
4. Les pouvoirs publics devraient passer d'une logique de dépenses à une logique d'investissements.
5. Une gouvernance efficace et inclusive est essentielle à la prestation de services en milieu rural. Cela signifie:
  - reconnaître le rôle de catalyseur plus stratégique des niveaux supérieurs de l'administration;
  - faciliter la mise en commun des connaissances et la prise de décision;
  - impliquer les collectivités locales;
  - généraliser le «test rural».

(\*) OCDE, «Innovative Service Delivery: Meeting the challenges of Rural Regions» (Prestation de services novatrice: relever les défis des régions rurales), 2008.

et pour la résilience économique et sociale de ces communautés».

Le groupe thématique du REDR sur les villages intelligents a fourni les informations supplémentaires suivantes (2).

**L'ouverture de marchés** de services publics peut contribuer à maintenir les services dans les zones rurales. Dans de nombreux pays, la législation a souvent donné lieu à un processus de sous-traitance. De nombreuses tâches, telles que le déneigement, sont susceptibles d'être assurées plus efficacement par un agriculteur que par la municipalité. De la même manière, les habitants d'un village sont souvent en mesure d'assurer des soins plus efficaces pour les seniors et les personnes handicapées que les agences d'aide à la personne qui doivent parcourir de longues distances.

Il peut être souhaitable de **transférer un service public à un prestataire du secteur tertiaire**. Qu'il s'agisse d'associations de logement social ou de bibliothèques hébergées par des ONG nouvellement créées, c'est désormais un prestataire indépendant du secteur tertiaire qui est souvent privilégié. Par

exemple, en fondant une association caritative, YouthBorders (3) a pu augmenter considérablement le financement disponible et améliorer le soutien apporté aux jeunes des Scottish Borders.

L'OCDE estime qu'il est essentiel «d'adopter une perspective géographique pour organiser et fournir ces services», en étudiant de manière globale les types de peuplements, les tendances en matière de migration et de mobilité et les autres liens entre les villes, les villages et les différents types de zones rurales. Elle suggère de planifier de manière proactive l'emplacement et la forme de

certains services publics clés, notamment l'éducation et la santé, afin qu'ils servent de catalyseur du développement rural, plutôt que de frein, tout en garantissant le meilleur accès possible au plus grand nombre.

Bien qu'il existe de nombreux exemples intéressants en matière de prestation de services ruraux, il reste encore du chemin à parcourir dans la plupart des pays. Dans une étude sur les services ruraux en Europe, le Dr Sarah Skerratt (4) fait valoir que «là où il existe des interventions nationales fortes, il est possible d'aborder les services ruraux de manière relativement cohérente». Mais malgré les recommandations formulées ci-dessus, dans la plupart des autres cas, les services ruraux continuent d'être compartimentés dans des budgets sectoriels; de relever de projets ou d'interventions pilotes à court terme; d'être soumis aux priorités et aux changements politiques; ou d'être organisés de manière incohérente.

S'inscrivant dans cette perspective, le Sommet de l'innovation agricole qui s'est tenu à Lisbonne en 2017 a recommandé «d'améliorer le ciblage et la coordination dans le cadre d'une planification stratégique ascendante et de vérifier la compatibilité de toutes les politiques et de tous les flux de financement avec les intérêts des zones rurales. Cela permettra de mieux cerner les besoins locaux en matière de prestation de services dans les zones rurales et de cibler les interventions conformément aux différentes politiques» (5).



© Nigel Tardymehondo, Unsplash

(2) [https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq\\_smart-villages\\_briefing\\_business-models.pdf](https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/tq_smart-villages_briefing_business-models.pdf)

(3) [www.youthborders.org.uk](http://www.youthborders.org.uk)

(4) Sarah Skerratt, chercheuse principale, Rural Society Research, «Rural Services: European Policies and experiences» (Services ruraux: politiques et expériences européennes).

(5) [www.aislisbon2017.com](http://www.aislisbon2017.com)